

Chambre des Représentants

SESSION 1972-1973.

27 MARS 1973.

BUDGET du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'année budgétaire 1973.

AMENDEMENTS
PRESENTES PAR LE GOUVERNEMENT.

TITRE I. DEPENSES ORDINAIRES.

CHAPITRE I. DEPENSES DE CONSOMMATION.

§ 2. Achat de biens non durables et de services.

Art. 12.01. — Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de l'Etat. — Rémunération d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers (y compris les dépenses afférentes aux années budgétaires antérieures) (p. 4).

1. Administration centrale.

Porter le crédit de

« 7 417 000 francs »

à

« 7 867 000 francs ».

(Augmentation de 450 000 francs.)

JUSTIFICATION

En ce qui concerne la politique d'immigration au sens strict, c'est-à-dire, les méthodes et procédures de recrutement des travailleurs migrants et leur mobilité sur le marché du travail, il faut reconnaître que, jusqu'à présent, les instances compétentes se sont bornées à satisfaire les besoins immédiats de l'économie sans se préoccuper des implications ultérieures d'une telle politique.

Voir :

4-XVII (1972-1973) :

- N° 1 : Budget (+ Annexes).
- N° 2 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1972-1973.

27 MAART 1973.

BEGROTING van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid voor het begrotingsjaar 1973.

AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

TITEL I. GEWONE UITGAVEN.

HOOFDSTUK I. CONSUMPTIEVE BESTEDINGEN.

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten.

Art. 12.01. — Erclonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de Rijksdiensten behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden (met inbegrip van uitgaven voor vroegere begrotingsjaren) (blz. 5).

1. Hoofdbestuur.

Het krediet van

« 7 417 000 frank »

verhogen tot

« 7 867 000 frank ».

(Vermeeordering met 450 000 frank.)

VERANTWOORDING.

In verband met het immigratiebeleid sensu stricto, dat wil zeggen, methoden en procedures qua aanwerving van migrerende werknemers en hun mobiliteit op de arbeidsmarkt, dient te worden erkend dat de verantwoordelijke instanties er zich tot dusver toe bepaald hebben te voldoen aan de onmiddellijke behoeften van de economie, zonder zich gelegen te laten zijn aan de latere verwickelingen van zo'n beleid.

Zie :

4-XVII (1972-1973) :

- N° 1 : Begroting (+ Bijlagen).
- N° 2 : Amendementen.

Il est nécessaire de s'interroger à ce sujet et notre pays devrait disposer des moyens en vue de réaliser une politique d'immigration cohérente et raisonnée.

Le département ne dispose pas du personnel requis pour effectuer des études sociologiques au sujet du phénomène migratoire.

Il est donc nécessaire de recourir à des instituts spécialisés en vue d'effectuer les sondages d'opinions utiles.

Afin de pouvoir atteindre ce but, il y a lieu d'augmenter de 450 000 francs le crédit inscrit à l'article 12.01.1.

Art. 12.16. — Dépenses afférentes à l'adaptation de l'appareil statistique en vue d'améliorer la connaissance du marché de l'emploi (p. 6).

Ramener le crédit de

« 11 000 000 de francs »

à

« 4 000 000 de francs ».

(Diminution de 7 000 000 de francs.)

JUSTIFICATION.

Tout laisse prévoir qu'un crédit de 4 000 000 de francs suffira pour atteindre le but envisagé.

Art. 12.29 (nouveau).

Insérer un article 12.29 (nouveau) libellé comme suit (p. 8) :

« Art. 12.29. — Publication de brochures d'information dans les langues utilisées par les travailleurs migrants : 750 000 francs. »

JUSTIFICATION.

Notre économie doit régulièrement faire appel à des travailleurs migrants, notamment afin d'occuper certains postes de travail (travaux lourds et insalubres), pour lesquels le marché national de l'emploi ne dispose pas de candidats.

Nos obligations à l'égard de ces travailleurs nous contraignent à faire un effort en vue de leur assurer une adaptation appropriée.

Un des moyens pour atteindre ce but est une information objective au sujet des conditions de vie dans notre pays.

Un crédit de 750 000 francs permettrait au département d'éditer des brochures d'information dans les langues utilisées par les travailleurs migrants.

CHAPITRE III.

TRANSFERTS DE REVENUS.

Transferts de revenus aux ménages :

Art. 33.05. — Subvention à l'A.S.B.L., etc. (p. 8).

1. — Modifier l'intitulé comme suit :

« Art. 33.05. — Subvention à l'A.S.B.L. « Centre d'initiation pour réfugiés et étrangers » et pour des cours de langues organisés par des services communaux. »

2. — Porter le crédit de

« 550 000 francs »

à

« 1 000 000 de francs ».

(Augmentation de 450 000 francs.)

Het is nodig zich dienaangaande vragen te stellen en ons land zou moeten beschikken over de middelen om een samenhangend en beredeneerd immigratiebeleid te voeren.

Het departement beschikt niet over het vereiste personeel om over het migratorisch verschijnsel sociologische studies te verrichten.

Derhalve moet een beroep gedaan worden op gespecialiseerde instellingen ten einde de nodige opinieonderzoekingen te verrichten.

Om zulks mogelijk te maken moet het krediet uitgetrokken op artikel 12.01.1 met 450 000 frank worden verhoogd.

Art. 12.16. — Uitgaven in verband met de aanpassing van het statistisch apparaat ter verbetering van de kennis van de arbeidsmarkt (blz. 7).

Het krediet van

« 11 000 000 frank »

terugbrengen op

« 4 000 000 frank ».

(Vermindering met 7 000 000 frank.)

VERANTWOORDING.

Alles laat voorzien dat een krediet van 4 000 000 frank zal volstaan om het beoogde resultaat te bereiken.

Art. 12.29 (nieuw).

Een artikel 12.29 (nieuw) invoegen, luidend als volgt (blz. 9) :

« Art. 12.29. — Publikatie van informatiebrochures in de taal van de migrerende werknemers : 750 000 frank. »

VERANTWOORDING.

Onze economie moet geregeld een beroep doen op buitenlandse werknemers, in het bijzonder voor het bekleden van bepaalde arbeidsposten (zware en ongezonde arbeid) waarvoor geen arbeidskrachten op de nationale arbeidsmarkt beschikbaar zijn.

Gelet op onze verplichtingen ten opzichte van deze gastarbeiders dienen wij een inspanning te leveren om te zorgen voor een behoorlijke aanpassing.

Een der middelen daartoe is een objectieve informatie over de levensvoorwaarden in ons land.

Een krediet van 750 000 frank zou het departement in de mogelijkheid stellen informatiebrochures in de taal van de migrerende werknemers uit te geven.

HOOFDSTUK III.

INKOMENSOVERDRACHTEN.

Inkomsoverdrachten aan gezinnen :

Art. 33.05. — Toelage aan de V.Z.W.O., enz. (blz. 9).

1. — De titel wijzigen als volgt :

« Art. 33.05. — Toelage aan de V.Z.W.O. « Voorlichtingscentrum voor vluchtelingen en vreemdelingen » en voor door gemeentelijke diensten georganiseerde taalcursussen. »

2. — Het krediet van

« 550 000 frank »

verhogen tot

« 1 000 000 frank ».

(Vermeerdering met 450 000 frank.)

JUSTIFICATION.

La méconnaissance de la langue de la région et l'absence de connaissances générales de base constituent un obstacle majeur à toute promotion professionnelle du travailleur migrant et, en cas de licenciement, à sa readaptation professionnelle éventuelle.

Cette méconnaissance de la langue est également à l'origine de nombreux accidents du travail.

Des efforts doivent donc être déployés en vue de promouvoir l'étude de la langue et des connaissances générales de base.

Le département de l'Emploi et du Travail n'organise pas lui-même de cours de langues, mais en subsidie l'organisation. C'est ainsi qu'un crédit de 550 000 francs est prévu pour l'A.S.B.L. « Centre d'initiation pour réfugiés et étrangers » qui, depuis plusieurs années s'occupe principalement de l'organisation de ces cours dans les différentes régions du pays. Ce crédit obligerait le C.I.R.E. à réduire ses activités actuelles en la matière; c'est pourquoi il est proposé de le porter à 700 000 francs.

Un montant de 300 000 francs serait en outre alloué aux administrations communales qui organiseraient des cours de langues pour travailleurs migrants et qui ne pourraient être subsidiées par le Ministère de l'Éducation nationale.

Le libellé de l'article a été rendu conforme à la destination des dépenses.

Art. 33.09. — Octroi d'une aide aux stagiaires de la Communauté Economique Européenne (C.E.E.) (p. 8).

Ramener le crédit de

« 125 000 francs »

à

« 50 000 francs ».

(Diminution de 75 000 francs.)

JUSTIFICATION.

Tout laisse prévoir qu'un crédit de 50 000 francs suffit pour couvrir les besoins en la matière.

Art. 33.13 (nouveau).

Insérer un article 33.13 (nouveau) libellé comme suit :

« Art. 33.13. — *Subsides aux communes et services publics pour l'édition de publications à l'intention des travailleurs migrants : 500 000 francs.* »

JUSTIFICATION.

L'intégration des immigrants exige que ceux-ci soient informés des différentes pratiques administratives ainsi que des conditions de vie en Belgique.

Cette intégration exige également qu'ils soient tenus au courant des conditions de vie dans la commune où ils résident. Il est donc indispensable que cette information soit donnée dans leur langue maternelle.

Un crédit de 500 000 francs permettrait d'allouer des subsides aux communes où résident les immigrants et qui généralement ne disposent pas de moyens financiers suffisants, ainsi qu'aux services publics qui sont concernés par ces problèmes d'intégration.

Art. 33.14 (nouveau).

Insérer un article 33.14 (nouveau) libellé comme suit :

« Art. 33.14. — *Octroi de subsides aux conseils consultatifs communaux pour immigrés : 3 750 000 francs.* »

JUSTIFICATION.

L'adaptation des immigrés ne peut pas réussir si ceux-ci sont tenus à l'écart des décisions qui les concernent. Ils doivent donc y participer directement ou indirectement au sein de conseils consultatifs.

VERANTWOORDING.

De gebrekkige kennis van de taal van de streek en het ontbreken van een algemene basiskennis zijn een grote hinderpaal voor elke professionele promotie van de migrerende arbeider en, in geval van ontslag, voor zijn eventuele herscholing.

Die gebrekkige taalkennis is ook oorzaak van vele arbeidsongevallen.

Derhalve dient een inspanning te worden gedaan om het aanleren van de taal en van een algemene basiskennis te bevorderen.

Het departement van Tewerkstelling en Arbeid organiseert zelf geen taalcursussen, maar komt tegemoet in de organisatie ervan. Aldus is een krediet van 550 000 frank uitgetrokken voor de V.Z.W.O. « Voorlichtingscentrum voor vluchtelingen en vreemdelingen », die zich sedert verscheidene jaren hoofdzakelijk bezig houdt met de organisatie van die cursussen in de verschillende gewesten van het land. Dat krediet zou het V.V.V. ertoe verplichten zijn huidige activiteiten op dat gebied te verminderen; derhalve wordt voorgesteld het krediet op 700 000 frank te brengen.

Daarenboven zou een bedrag van 300 000 frank worden toegekend aan de gemeentebesturen die ten behoeve van migrerende werknemers taalcursussen organiseren en die geen toelagen kunnen krijgen van het Ministerie van Nationale Opvoeding.

De tekst van het artikel werd in overeenstemming gebracht met de bestemming van de uitgaven.

Art. 33.09. — Verlening van bijstand aan de stagiairs van de Europese Economische Gemeenschap (E.E.G.) (blz. 9).

Het krediet van

« 125 000 frank »

terugbrengen op

« 50 000 frank ».

(Vermindering met 75 000 frank.)

VERANTWOORDING.

Alles laat voorzien dat een krediet van 50 000 frank volstaat om de desbetreffende behoeften te dekken.

Art. 33.13 (nieuw).

Een artikel 33.13 (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 33.13. — *Subsidies aan gemeenten en openbare diensten voor het uitgeven van publikaties ten behoeve van de migrerende werknemers : 500 000 frank.* »

VERANTWOORDING.

De integratie van de immigranten vergt een informatie omtrent de verschillende administratieve praktijken alsmede in verband met de levensvoorwaarden in België.

Die integratie vergt eveneens dat zij op de hoogte worden gehouden van de levensomstandigheden in de gemeente waar zij wonen. Het is dus onontbeerlijk dat die informatie in hun moedertaal wordt verstrekt.

Een krediet van 500 000 frank zou het mogelijk maken aan de gemeenten waar immigranten verblijven en die doorgaans niet over voldoende financiële middelen beschikken, alsmede aan de openbare diensten die bij deze integratiewerkzaamheden betrokken zijn, toelagen te verlenen.

Art. 33.14 (nieuw).

Een artikel 33.14 (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 33.14. — *Toekenning van subsidies aan de gemeentelijke adviserende raden voor vreemdelingen : 3 750 000 frank.* »

VERANTWOORDING.

De aanpassing van de immigranten kan niet slagen, indien deze niet betrokken worden bij de beslissingen die hen betreffen. Derhalve moeten zij daaraan rechtstreeks of onrechtstreeks deelnemen in adviserende raden.

Ces conseils doivent être dotés des moyens financiers qui leur permettent de fonctionner efficacement et de réaliser leur mission d'intégration.

Il existe déjà actuellement 26 conseils consultatifs communaux pour étrangers, dont les frais de fonctionnement sont entièrement à charge des communes. Ces conseils consultatifs sont amenés à jouer indiscutablement un rôle essentiel dans l'adaptation des travailleurs migrants et il est certain que leur nombre va croître.

Le Département de l'Emploi et du Travail se doit de favoriser leur activité. A cette fin, un crédit de 3 750 000 francs est requis en vue d'encourager et de soutenir ces conseils dans leur mission d'intégration.

Art. 33.15 (nouveau).

Insérer un article 33.15 (nouveau) libellé comme suit :

« Art. 33.15. — *Subsides aux associations créées par des travailleurs migrants : 725 000 francs.* »

JUSTIFICATION.

En ce qui concerne l'amélioration des relations entre les Belges et les travailleurs immigrés, il convient de remarquer que les besoins de ces derniers sont portés à la connaissance des autorités responsables par l'intermédiaire d'organisations et d'œuvres composées uniquement ou essentiellement de Belges et dirigées par eux.

Il est un fait qu'il faut rendre hommage à nos concitoyens qui se dévouent en faveur de la cause des travailleurs migrants; il n'en reste pas moins vrai que cette action peut rester du type « paternaliste » et qu'elle peut décourager tantôt l'initiative, tantôt le sens des responsabilités des immigrés.

La création d'associations par les immigrés eux-mêmes doit donc être favorisée, de sorte que les intéressés puissent agir en hommes responsables et conscients de leurs devoirs.

CHAPITRE V.

ACHAT DE BIENS MEUBLES PATRIMONIAUX.

Art. 74.06 (nouveau).

Insérer un article 74.06 (nouveau) libellé comme suit (p. 10) :

« Art. 74.06. — *Achat de matériel didactique pour l'enseignement linguistique : 450 000 francs.* »

JUSTIFICATION.

De nombreuses œuvres ou organismes organisent des cours de langues pour travailleurs immigrés. Leurs moyens financiers très limités ne leur permettent pas d'acheter le matériel didactique moderne. Or, comme elles sont très proches des milieux étrangers, leur activité est des plus utiles. Le Département pourrait mettre ce matériel didactique à leur disposition.

Les procédés techniques actuels permettent d'ailleurs une grande rotation de ce matériel, de sorte qu'un très grand nombre d'immigrés peuvent bénéficier de cette initiative.

Un crédit de 450 000 francs est requis pour la réalisation de ce programme.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

E. GLINNE.

Die raden moeten over de nodige financiële middelen beschikken om doeltreffend te functioneren en hun integratieopdracht uit te voeren.

Er bestaan thans reeds 26 gemeentelijke adviserende raden voor vreemdelingen, waarvan de werkingskosten volledig ten laste van de gemeenten komen. Die adviserende raden vervullen ontegenzeggelijk een essentiële rol bij de aanpassing van de migrerende werknemers en het staat vast dat hun aantal zal toenemen.

Het Departement van Tewerkstelling en Arbeid moet hun activiteit in de hand werken. Te dien einde is een krediet van 3 750 000 frank vereist om deze raden bij hun integratieopdracht aan te moedigen en te steunen.

Art. 33.15 (nieuw).

Een artikel 33.15 (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 33.15. — *Subsidies aan de verenigingen, opgericht door migrerende werknemers : 725 000 frank.* »

VERANTWOORDING.

Met betrekking tot de verbetering van de betrekkingen tussen Belgen en immigranten zij opgemerkt dat de behoeften van deze laatsten ter kennis van de verantwoordelijke autoriteiten worden gebracht door toedoen van organisaties en werken die uitsluitend of hoofdzakelijk uit Belgen bestaan en door Belgen worden geleid.

Het staat vast dat hulde dient gebracht te worden aan onze medeburgers die zich wijden aan de zaak der migrerende werknemers; niettemin bestaat de mogelijkheid dat die actie van het « paternalistische » type blijft en nu eens het initiatief, dan weer de verantwoordelijkheidszin van de immigranten ontmoedigt.

De oprichting van verenigingen door de immigranten zelf moet dan ook bevorderd worden, zodat de betrokkenen als verantwoordelijke mensen, bewust van hun plichten, kunnen handelen.

HOOFDSTUK V.

AANKOOP VAN ROERENDE VERMOGENSGOEDEREN.

Art. 74.06 (nieuw).

Een artikel 74.06 (nieuw) invoegen, luidend als volgt (blz. 11) :

« Art. 74.06. — *Aankoop van didactisch materieel voor taalonderricht : 450 000 frank.* »

VERANTWOORDING.

Talrijke werken of instellingen organiseren taalcursussen voor geïmmigreerde werknemers. Door hun zeer beperkte financiële middelen kunnen zij zich geen modern didactisch materieel aanschaffen. Daar zij met de vreemde milieus zeer vertrouwd zijn, is hun activiteit uiterst nuttig. Het Departement zou dit didactisch materieel te hunner beschikking kunnen stellen.

Dank zij de huidige technische procédés kan dit materieel trouwens zeer vlot worden doorgegeven, zodat een zeer groot aantal immigranten van dit initiatief gebruik kan maken.

Een krediet van 450 000 frank is vereist voor de uitvoering van dit programma.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

E. GLINNE.